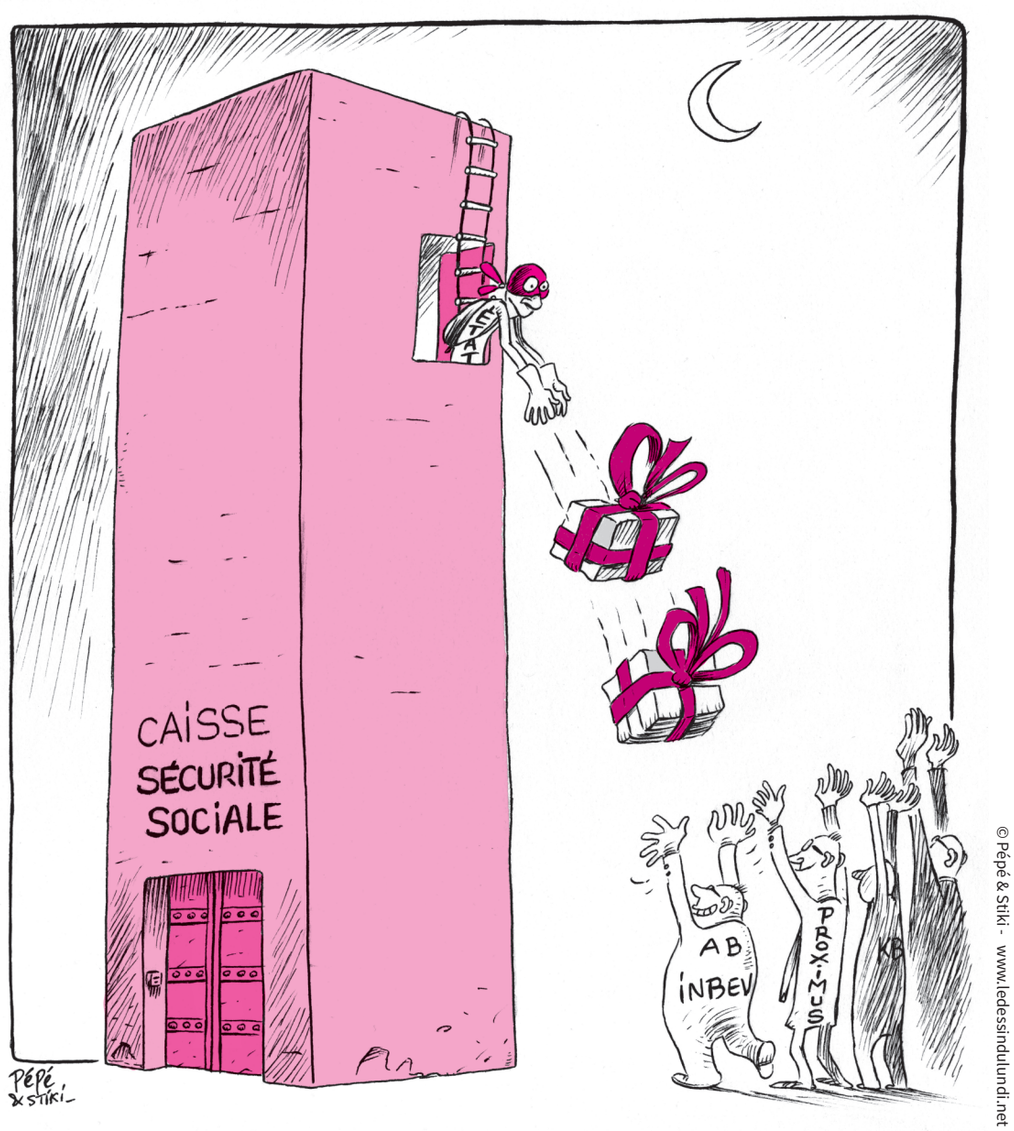
SE RÉAPPROPRIER ENSEMBLE L'AVENIR DE NOTRE MONDE

ATTAC-LIÈGE

Trimestriel de liaison et d'information du groupe Attac-Liège (asbl) • n° 96 • janvier - mars 2019

Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne

Belgique -Belgie
P.P.
40-49 LIÈGE X
P 204082



© Pépé & Stiki - www.ledessindulundi.net

Nos rendez-vous

Mardi 19 février

Conférence de Jean-Marie Harribey et mini-concert «C'est des Canailles»

Éditeur responsable : Christine Pagnoulle, rue du Beau-Mur, 48 ▪ 4030 LIÈGE ▪ Bureau de dépôt, Liège X

→ ÉDITO

Les partis de gauche peinent à faire front commun. Les syndicats, qui restent un bel instrument de mobilisation, ne réclament un changement de système que du bout des lèvres. Mais voilà que survient cet automne, en France et en Belgique, le mouvement des **Gilets jaunes**.[1] Spontané, refusant toute organisation, toute représentation ; ancré dans l'indignation contre les injustices sociales et fiscales ; dénonçant l'État mais réclamant de bons services publics et une fiscalité équitable. Jacquerie vite oubliée, expression de colère que risque de récupérer l'extrême-droite ou ébauche d'un changement en profondeur ? À chacune et chacun de voir comment renforcer l'aspect «Front social» du mouvement.

Pendant ce temps-là, le gouvernement fédéral fait son cinéma pré-électoral. **Les migrants** servent de punching ball ; et le **climat**, oh le climat, vous savez, nous verrons ça plus tard – quand nous serons rôtis telles sardines au barbecue, engloutis par la montée des mers ou étouffés à l'hexafluorure de soufre ou autre gaz imprononçable et indétectable ?

Dans cinq mois, nous allons voter. Au vu de la façon dont les choses se sont passées après les communales, on peut comprendre le soupir «ça sert à quoi ?» Cela sert au moins à montrer quand les choix des électrices ne sont pas respectés. Les Congolais de RDC estiment-ils que les élections sont un dispositif périmé ? Le système représentatif est pourri, soit, mais il permet à chacun de donner son avis, et le **référendum d'initiative citoyenne**, réclamé par les Gilets jaunes, pourrait servir à un contrôle rapproché des mandataires ; c'est un outil utile mais très délicat à manier (lisons l'analyse qu'en fait Olivier Bonfond[2], et la mise en garde de François Ruffin[3]).

Trois niveaux, donc, fin mai : le régional, et là, en Wallonie et à Bruxelles, il faudrait une confirmation massive du vote rouge-vert des communales ; le fédéral, où le brun de la N-VA/VB risque bien de tout écraser – y aura-t-il un francophone pour donner la réplique ou allons-nous vers une crise institutionnelle profonde ? ; le Parlement européen, enfin, qui n'a presque rien à dire et reste dominé par la droite du PPE. Nous avons des questions, des attentes, des exigences. Nous avons le droit et le devoir non seulement de les faire connaître, mais de suivre le travail de nos mandataires et de leur rappeler leurs promesses. ATTAC-Liège invite à un apéro politique organisé par le CNCD le 26 mars et à trois rendez-vous pré-électoraux. Parallèlement, le nouveau cycle en partenariat avec le Leonardo à Seraing porte sur démocratie et capitalisme, et alerte sur les mécanismes qui nourrissent l'extrême-droite[4].

Des rencontres avec de grandes figures «historiques» du mouvement ATTAC par **Jean-Marie Harribey**, Peter Wahl, Susan Georges vont marquer ce printemps qui est aussi celui du vingtième anniversaire de la création d'ATTAC Liège !

Nous lançons, dès le 22 janvier, un «**repair-café de l'économie**». Les trois premiers thèmes abordés : l'économie, ça fonctionne comment ? ; les impôts, ça sert à quoi ? ; des monnaies citoyennes complémentaires, en quoi c'est utile ?

Si les logiciels libres et des outils comme Wikipedia peuvent être une voie vers la reconquête des communs, il nous faut prendre la mesure de la menace que représente l'interconnexion. Relisons, écoutons Bruno Poncelet ; relisons le petit livre publié par *Kairos*, *Illimitations*.

Le prochain numéro reviendra sur le rapport destructeur entre capitalisme et agriculture, et sur les alternatives, ce qui sera développé comme chaque année pendant les journées du festival «Nourrir Liège» fin mars.

D'autres rendez-vous annuels où nous nous réjouissons de vous retrouver : la journée des droits des femmes le 8 mars et une ribambelle d'activités au joli mois de mai, à commencer par le 1er mai syndical, Nuit blanche contre listes noires le 11, et le festival de Résistance à Verviers, dont le thème cette année est la continuité (et la convergence ?) des luttes, sans oublier notre Assemblée générale le 15 mai.

ATTAC-Liège

Centre liégeois du Beau-Mur,
Rue du Beau Mur, 48
4030 Liège
Tél : 04 349 19 02
info@liege.attac.be

COTISATIONS (**indexées au 1er janvier 2019**)

→ 10 € pour les étudiants, chômeurs, temps partiels, retraités (ou 2,50 €/trois mois*)
→ 20 € pour les actifs (ou 5 € /trois mois*)
→ 40 € pour les associations(ou 10 € /trois mois*)
* si vous optez pour l'ordre permanent

Compte bancaire
BE70 0013 3246 2425

1. 1. Voir le dossier dans *Le Monde diplomatique*, janvier 2019
2. http://www.barricade.be/publications/analyses-etudes/gilets-jaunes-ont-raison-vivre-democratie-il-est-necessaire-developper
3. https://www.europe1.fr/politique/ruffin-aux-gilets-jaunes-restez-sur-vos-gardes-sur-le-referendum-dinitiative-citoyenne-3823427
4. Voir aussi le mémorandum du RJF , celui du CNCD et l'enquête de TAM-TAM, sur leurs sites respectifs

96.sla Page : 2 Date : lun. janv. 21 2019

La grande captation, suite et fin

Nicolas Franka

Un système monétaire créé de toute pièce

On en parle parfois comme d'un secret bien gardé. Mais quand on y regarde de plus près, il saute aux yeux comme le nez au milieu du visage. Une conception ancienne de la banque est qu'elle prête l'argent des déposants. Il n'en est rien. En effet, la monnaie – cet outil qui sert à faire véhiculer les valeurs, sans avoir de valeur propre, est nécessaire au fonctionnement de nos échanges. Et pourtant cet outil protégé légalement est majoritairement créé par les banques privées. Ce pouvoir – obtenu légalement – est sans égal. Il permet, par un jeu comptable mis en place au fil des siècles, d'obtenir une rente sur la quasi-totalité de la masse monétaire de la planète. Cette location de l'outil d'échange s'accompagne d'un taux d'intérêt qui oblige les utilisateurs de cette monnaie à payer une rente. Non seulement ce mécanisme est injuste par essence, mais l'appât du gain invite les banques à prendre toujours plus de risque, à augmenter leurs bilans tant que faire se peut, flattant les actionnaires et les traders. Cette course au profit entraine dettes croissantes et crises à volonté. Des crises dévastatrices pour ceux qui en subissent les conséquences.

Des géants intouchables

Aux yeux des patrons, c'est-à-dire aujourd'hui, des actionnaires des multinationales, la rémunération des travailleurs, pourtant créateurs de richesse, n'est qu'un coût qui se doit d'être écrasé. Il s'agit pour l'industrie d'optimiser ses profits et à ce titre, les rémunérations doivent toujours se situer au strict minimum tout en permettant de garder les cerveaux dont ils ont besoin pour leurs activités. Les ouvriers ne peuvent s'en remettre qu'à leur force collective. Mais à mesure que les législations internationales ont permis à ces géants de faire leur shopping fiscal et social, seule la loi du moins cher, du plus soumis (que l'on appelle aussi loi du marché) s'impose dans un monde globalisé où les Jeans font plus d'une fois le tour de la planète et où la moindre graine a besoin de plus d'énergie pour arriver dans notre assiette que pour pousser du sol.

Le pillage des ressources, l'accaparement des terres s'intensifient. Une réponse possible serait une économie des communs ; mais les gouvernants se gardent bien de réguler ces activités prédatrices, notamment dans le tiers-monde. Le quart-monde connait aussi son pillage en règle : celui des savoirs ! Savoirs auxquels le public a largement contribué par le financement de la recherche et les découvertes de citoyennes désintéressées. Les brevets et autres droits d'auteurs assurent à l'industrie une captation de cette richesse additionnelle que l'on dit créée par des technologies mais dont le fondement est bien un travail collectif.

La question de l'open-source et des biens communs intellectuels est tout aussi cruciale que celle des biens naturels.

Les inégalités atteignent des niveaux sans précédent, mais la défense de la propriété privée des outils de production est légalement garantie et le poids des lobbys dans la sphère économique est plus important que jamais. Rien ne semble pouvoir enrayer la machine.

L'univers joue aux dés. Pas l'homme !

Ces questions hautement politiques ont depuis des décennies été captées par des organes législatifs de moins en moins connectés avec les citoyens. Les instances européennes, pour exemple, sont obscures aux yeux des non-initiés et leur complexité n'aide en rien. On constate par ailleurs dans les traités internationaux, comme dans les directives européennes, les traités fondateurs et règles de commerce internationale que les valeurs humaines et écologiques sont secondaires face à la garantie de profit des multinationales et la protection de leurs investissements externes.

Cette tendance législative nous pousse à remettre nos modèles démocratiques en cause. Sont-ils à même de faire face aux défis qui nous attendent ? Sont-ils la seule manière pour les citoyens d'interagir avec leur environnement naturel, économique, politique, social ?

Le capital attire le capital comme le démontre Piketty et sa tendance inexorable à prendre une part toujours plus grande du gâteau touche à ses limites. Les ressources de la planète s'épuisent et les citoyens cherchent les coupables. Eviter le racisme et la xénophobie passera par une prise de conscience plus large que les maux économiques ne viennent pas du voisin ou du nouvel arrivant mais bien d'une construction sociale injuste : notre système de redistribution des richesses.

La liberté au sens des libéraux est celle des détenteurs de capitaux d'exploiter les plus faibles. La loi de la jungle économique. Mais il n'y a rien de naturel là-dedans ! Ceux qui peuvent accaparer le fruit du tra-

96.sla Page : 3 Date : lun. janv. 21 2019

La grande captation, suite et fin

vail des autres l'ont fait par la force ou par les truchements de la loi dans une démocratie qui n'en a que le nom. Il est vain de juger tel ou tel acteur : c'est l'ensemble de la structure qu'il faut mettre en cause.

Le constat d'une mécanique finement rôdée de captation de richesse n'est pas anodin. Ce système créé de toute pièce par l'homme au fil des siècles satisfait sans doute des aspirations individuelles, mais en rien le destin collectif de l'humanité. L'entraide est la seule voie qui permette de vivre en société ; il appartient à la collectivité de mettre en place des cadres nécessaires à la mise en œuvre des droits déjà énoncés dans la Déclaration des Droits de l'Homme et à la protection de notre environnement.

Alors que faire ?

Il appartient à chaque citoyen de prendre le temps de s'informer, de discuter de ces problèmes vitaux avec son entourage. Il peut s'agir d'informations glanées ci et là, toujours à mettre en contradiction avec d'autres pour développer son esprit critique.

Nous vous invitons à pousser la porte de groupes de discussion, à rencontrer des gens de bords différents, à nous retrouver le soir pour un débat, une conférence, une table de citoyen. Partout où la réflexion prime sur l'affect, où l'émancipation prend le pas sur les dogmes véhiculés dans la société du spectacle et de la désinformation.

A l'heure où l'urgence climatique gronde et où l'humanité fait face à des problèmes dont nous ne prenons pas pleinement la mesure, la nécessité d'une entente collective sur des solutions globales comme locales se fait chaque jour plus pressante. Face à la soif de profits des entreprises multinationales et du secteur financier privé, il est urgent de trouver des armes. La première, éminemment pacifique, est le savoir. Un savoir que l'on doit partager, échanger, remettre en question. Les pistes existent, explorons-les. Et ayons confiance en notre capacité d'action commune.

Les «Big Four»

Christine Pagnoulle

C'est qui ?

C'est quoi ?

Deloitte, PricewaterhouseCooper (PWC), Ernst&Young (EY), KPMG.

Mais encore ?

Quatre cabinets d'audit et de comptabilité, des centaines de milliers d'emplois un peu partout dans le monde (enfin, là où il y a de l'argent), des chiffres d'affaires à vous faire tourner la tête.

Mais c'est quoi leur business ?

Essentiellement des conseils en «optimisation fiscale» ; lisez en évasion fiscale en utilisant toutes les échappatoires que les lois ménagent.

Et pourquoi ces échappatoires existent-elles ?

Ben, parce que ces firmes privées jouent un rôle crucial dans leur élaboration, pardi !

Allez voir le dossier de Corporate Europe Observatory «Comptables d'influence»[1],

Ils pratiquent le lobbying direct, par exemple via un groupe comme Accountancy Europe. Ils sont présents dans les groupes consultatifs qui participent à la rédaction des directives. Ils organisent efficacement un système de «portes tournantes» qui fait en sorte que les décideurs politiques, qui devraient avoir à cœur de combattre l'évitement fiscal, sont englués dans l'idéologie de ces entreprises pour qui cette évasion est leur fonds de commerce. Paradoxalement, ce sont ces fisco-trafiquants (merci Christian Savestre) qui sont payés à prix d'or pour réaliser des études destinées à la Commission européenne sur des mesures visant à limiter l'évasion fiscale, par exemple les prix de transfert d'une filiale à l'autre dans une multinationale, qui permet de faire passer les bénéfices dans les paradis fiscaux.

Nous comprenons pourquoi, après des mois de négociation, il n'y a toujours pas d'accord pour obliger les multinationales à rendre des comptes pays par pays et payer – dans chaque pays où elles opèrent – les impôts dus en fonction du nombre d'emplois et du chiffre d'affaires.

1. https://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/tax-avoidance-industry-lobby-summary-fr_final.pdf

96.sla Page : 4 Date : lun. janv. 21 2019

Communiqué de presse du RJF

Le 4 janvier, nous avons bu le champagne avec les milliardaires, qui pouvaient déjà fêter la fin de leur contribution aux services publics ! Prosit !

Quarante ans de politique néo-libérale ont fracturé la société et fait exploser les inégalités.

Depuis la crise de 2007-2008, la crise et les politiques d'austérité n'ont fait qu'aggraver ses effets : la richesse se concentre et le taux de pauvreté reste inquiétant. La colère des « gilets jaunes » et la montée des « populismes » traduisent celle des laissés-pour-compte à qui on en demande toujours davantage, et qui en reçoivent de moins en moins.

Pendant ce temps-là, au niveau mondial, quarante-deux personnes pèsent autant que le reste de l'humanité. En Belgique, selon une étude de l'Université d'Anvers, le 1% des ménages les plus riches détiendrait de 18 à 20% des patrimoines. 80% de la valeur des actions cotées en Bourse sont dans les mains des 10% les plus fortunés. Avec l'aide des grands bureaux de consultance (Big Four) et de conseillers fiscaux moins connus, ils développent des possibilités de fraude et d'évasion fiscale, évaluée en pertes en recettes fiscales à plus de vingt milliards d'euros par an. Leurs noms sont apparus dans la presse ces quatre dernières années lors des « fuites » comme Luxleaks, Swissleaks, Panama Papers, Paradise Papers … Soixante des cent belges les plus riches ont créé au moins une société au Luxembourg ; cinquante de ceux-ci y ont placé pour plus de cinquante milliards d'actifs. La Belgique elle-même reste par ailleurs un paradis fiscal pour les grosses fortunes par son secret bancaire, sa non-globalisation des revenus et sa non-taxation des plus-values sur actions.

Frans Masereel, gravure sur bois.

Pour les réseaux «Réseau pour la Justice Fiscale» (RJF) et « Financieel Actie Netwerk »(FAN), l'impôt ou contribution est indispensable au financement des besoins individuels et collectifs permettant **l'organisation d'une vie digne pour tous les citoyens**, conformément à l'article 23 de la Constitution belge. Il établit que : « Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine ».

Pour y arriver, à l'approche des élections, les réseaux RJF et FAN proposeront prochainement un **Mémorandum** à l'intention des partis politiques contenant un ensemble de propositions détaillées en vue d'une réforme profonde de la fiscalité, fondée **sur le principe de la progressivité** [1]. Chacun doit contribuer suivant la hauteur de son patrimoine et de ses revenus. C'est le sens d'un impôt sur les patrimoines supérieurs à un million d'euros (hors habitation personnelle), réclamé par les Réseaux.

À l'heure actuelle, c'est tout l'inverse. Dès le 4 janvier, on peut estimer que les détenteurs des plus grosses fortunes se seront acquittés de leur contribution fiscale, alors que tous les autres contribuables ne s'en seront acquittés qu'au bout de six mois de travail.

Qui parle de justice fiscale ?

1. http://www.hetgrotegeld.be/downloads/M%C3%A9morandum_2019_RJF-FAN.pdf

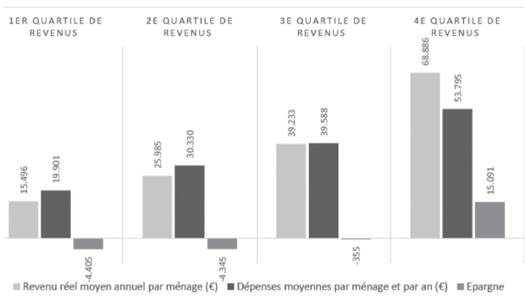
96.sla Page : 5 Date : lun. janv. 21 2019

Le gilet jaune, l'autruche et le salaire minimum

Eric Nemes

Le gilet jaune révélateur de la fracture sociale

Le mouvement des gilets jaunes nous a interpellés tout au long de l'automne 2018. Ce mouvement ouvre enfin un débat public sur les politiques sociales néolibérales de nos gouvernements. Il révèle ce que les mutuelles et les syndicats ont dénoncé tout au long de la législature sans avoir réussi à se faire entendre : aujourd'hui, 40% des travailleurs ont du mal à joindre les deux bouts. L'enquête Thermomètre Solidaris n°9 de 2016 dénonçait déjà le fait. Et dans son dossier «Salaire minimum 14€ ... » la FGTB Wallonne analyse les recettes et les dépenses des ménages en Belgique, et constate que la moitié de la population n'arrive à faire face à ses dépenses qu'en s'endettant ou en revendant une partie de ses biens ce qui l'appauvrit et l'entraîne dans la misère.



Ce graphique[1] montre qu'un million deux cent mille ménages du premier quartile (le quart le moins riche), touchent en moyenne 15.496 € par an, en dépensent 19.901€ et doivent donc en emprunter 4.405€; les ménages du second quartile gagnent en moyenne 25.985 €/an, ce qui correspond à un salaire de 14€/heure ou 2.305€ brut/mois à temps plein (1600€ net), et désépargnent donc pour 4.345 € !

Par contre les ménages du quatrième quartile(le quart le plus riche) gagnent en moyenne 68.886€, en dépensent 53.795 et épargnent donc 15.091€ /an.

Réagissant à l'interview d'une gilet jaune, Sylvie Lausberg, présidente du CFFB, rappelait notamment : *si des ménages à deux revenus n'arrivent plus à joindre les deux bouts, à fortiori les ménages monoparentaux, essentiellement des femmes seules sont dans cette situation de précarité quotidienne*. Et de fait l'écart salarial Homme Femme s'élevant toujours entre 13 et 25%, selon la mesure, cela signifie, qu'à partir du mois de novembre les femmes travaillent pour rien[2].

Interrogée en janvier 2018 à propos de Davos, Marie Hélène Ska avait eu des propos quasi prémonitoires:

1. la fracture sociale entre des CEO qui gagnent en une semaine autant qu'un travailleur en une année de travail est un signe inquiétant de l'explosion des inégalités [3];
2. le fait que les dirigeants d'entreprises et les politiques qui nous gouvernent n'entendent plus les préoccupations d'en-bas en Belgique et dans le monde est un défi majeur ;
3. la faillite de l'État providence, causée par leurs décisions nous ramène au XIX[e] siècle et risque de mettre en danger la démocratie, qui comme l'a déclaré Obama est réversible.

Et elle proposait des pistes de solution:

- Il faut arrêter la course au moins disant social et environnemental.
- La croissance n'est pas une finalité en soi, la finalité doit être le bien-être pour tous ;
- Le tournant de l'e-commerce peut se prendre en refusant le travail de nuit et du dimanche !
- Les pays qui gagnent aujourd'hui sont ceux qui mettent l'humain au centre de leurs préoccupations. Ainsi ils peuvent gérer le tournant de la révolution technologique et verte en cours au lieu de la subir. Exemple, Volvo qui en décidant de passer à la voiture électrique a négocié avec les travailleurs, les conditions de leurs formations et recyclages et donc l'adaptation de ses mécaniciens. Au lieu d'imposer un plan de restructuration en laissant la charge aux caisses de solidarité et aux pouvoirs publics.
- Nous devons aujourd'hui nous atteler à corriger la distribution primaire des revenus (entre revenus du capital et du travail) et pas seulement la redistribution via l'impôt et/ou la sécu.

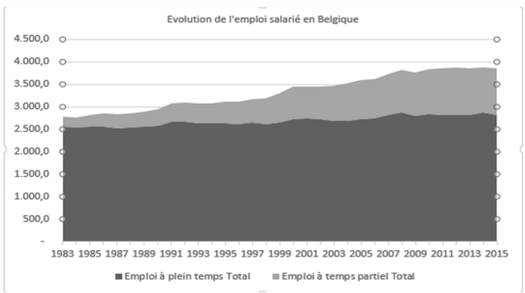
La fracture sociale se révèle dans les revenus, mais aussi directement dans la précarisation des statuts. Nos dirigeants dénoncent le chômage, mais ils n'ont jamais mis à l'ouvrage au moyen de jobs à temps partiel ou intérimaire une aussi grande partie de la

1. Statbel (Direction générale Statistique - Statistics Belgium. 6 HBS Tab03_QRT_BE Dépenses moyennes par ménage et par an (€) - Répartition par quartile de revenus - Belgique
2 Interview de MH Ska et Sylvie Lausberg : Le grand oral Rtbf Le Soir https://www.rtbf.be/auvio/detail_le-grand-oral?id=2441363
3. Statistique de l'ONSS Tableau 5 Nombre de travailleurs occupés par type de prestation et durée du travail

96.sla Page : 6 Date : lun. janv. 21 2019

Le gilet jaune, l'autruche et le salaire minimum

population soit 3 920 000 travailleurs au second trimestre 2018, dont 1 469 300 avec un statut précaire, que ce soient des jeunes en intérim avec un salaire inférieur au minimum, ou des âgé.e.s maintenu.e.s au travail jusqu'à 65 ans en offrant des réductions de cotisation sociale aux patrons. Ce faisant ils entretiennent une «armée de réserve» qui fait pression sur les salaires.



Cette tendance lourde remonte à la réforme réactionnaire du Reaganisme et du Thatchérisme des années '80, dont la voie a été ouverte par le « théorème de Schmidt » en 1974. Dans les années '80 l'emploi salarié total n'atteignait pas trois millions dont moins de 400 mille temps partiel !

L'autruche à Katowice et à Davos

Nos dirigeants sont revenus de Katowice sans avoir pris la mesure des enjeux ou en tout cas sans se donner les moyens de faire face à l'urgence climatique, sans envisager la nécessité d'un virage à 180°. Ont-ils entendu le message de gilets jaunes, qui mettent en évidence le lien entre la question sociale et les impératifs écologiques ? Il faudrait au niveau européen

1. taxer les grands pollueurs (kérosène et fuel lourd), relocaliser l'activité économique, arrêter la casse des services publics et des commerces de proximité, supprimer les déplacements inutiles, et développer des transports en communs performants et la multi-modalité pied vélo tram train bus;
2. arrêter la rurbanisation et réinvestir dans les centres villes, l'isolation du logement social et des bâtiments publics,
3. donner aux ménages les plus pauvres, les moyens de réduire simultanément dépenses et empreinte écologique en investissant dans les bâtiments, le chauffage, l'éclairage, l'électroménager le plus performant,...Bref il faudrait renverser la logique, mettre la survie et le développement durable au centre des projections, et considérer l'équilibre budgétaire comme une contrainte à respecter sur le long terme.

À Davos, nos décideurs persistent dans l'erreur: le « Forum économique mondial présente le nouvel indice de compétitivité mondiale 4.0», tout en reconnaissant qu'il n'est pas compatible avec les mesures environnementales nécessaires à la survie de la planète.

Les économies les plus compétitives ont les empreintes écologiques les plus importantes, mais elles sont les plus efficaces (leur empreinte par unité de PIB est la plus faible).»

Et ils continuent à rêver et imaginer que « Atteindre ensemble l'égalité, la durabilité et la croissance est possible - mais nécessite un leadership proactif et clairvoyant » [4].

Nous n'y croyons pas ! Pour faire face à l'urgence sociale et à l'urgence environnementale, nous réclamons l'organisation au niveau belge d'une conférence citoyenne au sénat qui serait chargée avant les prochaines élections de négocier un nouveau pacte social ! (voir pétition du MpOC [5])

Piste de solution : augmenter le salaire minimum via l'AIP, outil de solidarité et démocratie.

Attention, avec le tax shift, le gouvernement a augmenté le salaire net des travailleurs mais il a réduit leur salaire différé en réduisant les cotisations patronales à la sécu (conséquences : des exclusions de chômeurs et des suppression ou réduction de remboursement de certains soins). La distribution primaire n'a pas été corrigée et la population active s'est globalement appauvrie!

« Sur les vingt dernières années, hors indexation, le salaire horaire moyen a progressé de 9%, et le salaire minimum légal n'a progressé que de 3,5% pour atteindre 9,61€ /h (travailleur de 22 ans) ou 1.593,8 € / mois. Selon l'OCDE, entre 1983 et 2015, le salaire minimum est passé de 57% à 49% du salaire médian. Or le seuil de pauvreté est fixé à 60% du revenu médian. Le salaire minimum ne protège donc plus contre la pauvreté[6] » et le nombre de travailleurs pauvres explose.

4. World social forum: « Tandis que les pays révisent leur trajectoire en termes de compétitivité, il existe dix éléments clés à retenir pour toutes les économies » Klaus Schwab, Founder and Executive Chairman, World Economic Forum et Saadia Zahidi
5. http://objecteursdecroissance.be/spip.php?article952
6. Statistique de l'ONSS Tableau 5 Nombre de travailleurs occupés par type de prestation et durée du travail.

96.sla Page : 7 Date : lun. janv. 21 2019

Le gilet jaune, l'autruche et le salaire minimum

Pour corriger la fracture sociale, obtenir une meilleure répartition, et sortir une partie de la population de la pauvreté, avec les syndicats nous proposons d'augmenter le salaire minimum à 14 € brut / h ou 2.300 € brut / mois.

Est-ce finançable ? Oui, en re-globalisant les revenus, et/ou en imposant les dix-huit milliards de dividendes nets versés directement à des personnes physiques par an ou en reprenant la réduction de l'impôt des sociétés (voir propositions du RJF).

Aujourd'hui, réduire les inégalités en récupérant une partie du revenu national en augmentant le salaire minimum brut permettrait : de restaurer la dignité de travailleurs pauvres, d'être plus efficace au niveau économique et plus performant au niveau énergétique, de refinancer la Sécurité sociale et les services publics, et de contribuer à améliorer l'égalité homme-femme puisqu'elles sont malheureusement plus nombreuses sous le seuil de pauvreté, et moins nombreuses au-dessus du « plafond de verre ».

Les patrons vont évidement crier au scandale et nous rappeler le carcan de la loi sur la compétitivité, mais ils n'aiment pas entendre que leurs travailleurs sont pauvres et maintenus sous le seuil de pauvreté.

Concrètement, cela nécessite non seulement que chacun soit convaincu mais qu'il mobilise toute son énergie et ses contacts pour faire fonctionner la démocratie syndicale et veille à ce que son délégué, son syndicat local, régional, son secteur, relaie cette revendication solidaire et démocratique et la fasse passer comme prioritaire dans la négociation qui s'ouvre pour un nouvel Accord Interprofessionnel (AIP): avant tout augmenter le salaire minimum ! Enfin c'est une occasion inespérée pour les syndicats de s'ouvrir à la population la plus précarisée, et de montrer aux gilets jaunes qu'ils les ont entendus et reprennent certaines de leurs revendications. La démocratie économique et sociale peut ainsi quelque peu contrebalancer le virage vers l'extrême droite de la politique. Faute de quoi, le réveil au lendemain des élections de mai pourrait être pénible.

Un jour en garde à vue avec les gilets jaunes

Antoine Jipok

Frans Masereel, gravure sur bois.

Un vieil ami m'avait convaincu de le rejoindre pour manifester avec les Gilets jaunes un samedi à Bruxelles. Nous descendons gare du Nord en espérant échapper aux contrôles mais la police est partout. Sur les conseils d'un navetteur, nous nous rejoignons rue d'Aerschot. Les filles sont au turbin derrière les vitrines. Nous nous arrêtons pour les regarder quand un combi passe près de nous. Deux cents mètres plus loin, deux combis nous encadrent ; les agents demandent nos papiers et fouillent nos sacs. J'ai juste un gilet fluo de cycliste et une gourde. Les autres ont des masques de plongée et d'autres trucs pour se protéger des fumigènes et de l'autopompe. Ils nous embarquent vers onze heures. Ce n'est pas ma première arrestation administrative, mais c'est la première fois qu'on me colsonne dans un panier à salade. Il y a tout juste six places isolées pour les détenus. Des caisses grillagées avec un siège et une ceinture, où on nous assied les mains attachées dans le dos. L'un de nous, celui qui avait une bonne histoire pour son masque de plongée, vient d'une famille d'immigrés, d'un de ces pays qui ont une réputation de guerre et de violence. Le genre de pays

96.sla Page : 8 Date : lun. janv. 21 2019

Un jour en garde à vue avec les gilets jaunes

qu'on annonce par défi, pas pour recevoir un traitement de faveur. Justement le flic qui nous garde dans la camionnette en attendant qu'on nous envoie ailleurs est du même pays. Les deux compatriotes taillent le bout de gras dans une langue compréhensible d'eux seuls. Une constante de la journée, **l'impression que les policiers ne sont pas des adversaires**, qu'ils obéissent à contrecœur. Ça ne les empêche pas de nous parquer dans une écurie : un grand hangar couvert de sciure pour l'entraînement de la police montée. En guise d'équidés, il n'y a que des chevaux de frise en barbelés qui délimitent des zones où on nous fait attendre. Les gilets poussent des cris d'animaux, des Albèhèhèhèhère, des Philihihihihippe. Aucun policier ne veut nous dire pourquoi nous sommes arrêtés.

Qui est là ?

Dans l'écurie, on trouve un échantillon de la population des gilets. Après une heure ou deux, on a presque tous trouvé un moyen de se débarrasser des menottes en plastique. Il faut juste garder les mains collées derrière le dos pour pouvoir rester près de la sortie et observer les entrées des nouveaux venus. Il n'y a pas beaucoup de filles. Après sans doute trois heures (j'ai plus mon téléphone), on les laisse sortir pour aller aux toilettes ; plus tard elles seront détenues séparément. Les mecs pissent dans un coin de sciure. Les gilets ont un profil-type en termes d'âge et de provenance sociale, mais il y a une très grande diversité de milieux professionnels et de revendications idéologiques. C'est dans la teneur de leur motivation immédiate que se trouve leur trait d'union. Ils ont entre 20 et 40 ans, peu de diplômes, des revenus modestes et des charges familiales. L'argent et la sécurité de l'emploi sont les étaux qui les tiennent ensemble autour des ronds-points. Il y a ceux dont il est très difficile de lire les vues politiques, ils sont les plus nombreux. Ils vont par groupes d'amis, poussés à la révolte par les circonstances. Ils n'ont jamais pris part à un mouvement social auparavant et ne se réclament d'aucun parti ni d'aucune obédience politique. Ils ne parlent pas beaucoup de racisme et d'immigration, il s'agit probablement d'un sujet de division dangereux pour leur cohésion. La diversité ethnique est faible : je n'ai vu personne d'Afrique subsaharienne ou d'Asie et très peu de Nord-africains. Les minorités européennes sont par contre bien représentées. Ceux qui appartiennent à une mouvance politique ou un groupe organisé sont plus faciles à catégoriser, bien qu'il soit parfois délicat de savoir si on a affaire à extrême gauche ou droite.

Les tribus

On est tous dans la même écurie, donc une certaine retenue est palpable. On n'entend pas de slogans communistes ou fascistes, même si les factions sont présentes. Il y a comme une trêve, un accord tacite pour montrer une bonne image des camps respectifs et recruter parmi les indécis. Les marxistes sont souvent proches des syndicats, ils se font discrets sur leur couleur mais on les entend sur l'inégalité fiscale. Les fascistes sont encore plus discrets sur le fond de leurs idées, on les trouve en conciliabules avec certains signes distinctifs comme des tatouages ou des chaussures militaires. Leur attitude traduit la confiance qu'ils ont d'être sur un territoire acquis. Il y a les clubs d'ultras, les fans de foot proche du hooliganisme, qui peuvent être soit d'extrême-droite, soit d'extrême-gauche. On débarque un groupe de jeunes anarchistes flamands, avec leur signes antifa et leur dreadlocks. Tout ce monde se mélange sans animosité apparente. Je bavarde avec un gaillard d'une tribu que je ne rencontre jamais, un biker. La carte de membre de son club est comme tatouée sur sa nuque. Il commence par un laïus emmerdant sur la qualité de son ascendance familiale, qui lui conférerait une sorte de droit à manifester que d'autres n'auraient pas. Ensuite il déclare que son club est plutôt populaire auprès de la police, ils n'ont jamais de problème avec eux. Les flics lui ont même laissé la chaîne en argent qu'il porte au cou. Je lui demande pourquoi il est venu, puisque les bikers ne se mêlent jamais de politique. Il est là avec ses amis à titre strictement personnel, pas du tout au nom du club. «Si le club venait, alors ce serait autre chose!» [. . .]

Un mouvement qui rassemble

On nous fait signer un papier bleu indiquant le motif d'arrestation, la case cochée est «préparation à une infraction». Ce qui signifie qu'avoir un gilet jaune dans un sac à dos est une préparation à une infraction, qu'on se le dise. Les agents ne savent pas s'il y a plus d'extrême droite ou d'extrême-gauche, mais ils affirment avoir arrêté des gens normaux toute la journée. Pour eux, l'état est en danger et il faut le défendre contre les extrêmes de tout bord. Pour ma part, je me réjouis qu'un mouvement

96.sla Page : 9 Date : lun. janv. 21 2019

Un jour en garde à vue avec les gilets jaunes

Frans Masereel, gravure sur bois.

unitaire, fût-il chaotique, rassemble tous les camps et force les institutions à se remettre en question. Les flics, tout comme moi, concluent à la nécessité de pouvoir échanger nos points de vue divergents dans une démocratie, puis me remettent dans une cellule sans chauffage avec une vingtaine d'autres pauvres énervés. Je leur demande ce qu'ils pensent de la sympathie qu'on peut observer chez les policiers à l'égard des gilets, ils restent silencieux là-dessus. C'est une observation strictement personnelle, mais durant les quelques manifs que j'ai faites, je n'ai jamais eu autant l'impression que les policiers pouvaient s'identifier aux manifestants et partager leur préoccupations. Quand ce sont des gauchistes, des écolos ou des anars, les flics n'ont pas d'arrière-pensées. Quand ce sont des blacks ou des beurs, les flics n'ont pas de problème à transgresser les droits humains les plus élémentaires. Cette proximité est fondamentalement inquiétante pour leur hiérarchie, je crois.

Mort au pissoir

Pour finir, on nous enferme dans des salles de huit mètre sur quatre environ, il y a vingt occupants par cellule et une vingtaine de cellules dans le bâtiment, donc nous comptons environ quatre cents détenus, presqu'autant que les quatre cent cinquante arrestations annoncées après la manif. On nous prend nos vestes et nos bonnets, les bancs sont en pierre glaciale, il y a deux pissoirs en inox. Pour boire et manger, il y a deux distributions de gaufres et de bouteilles d'eau sur dix heures. Un pensionnaire précédent a réussi à rentrer avec un pastel bleu et a dessiné la gaufre et la bouteille en plastique sur le mur. La colère d'avoir été embarqués avant même d'avoir vu la manif s'exprime en insultes contre la police et le monde politique. Au début les gilets discutent et se racontent leur vie. Rien de tel qu'une incarcération pour faire connaissance. On se méfie quand même de l'autre, on raconte pas tout et on donne pas de nom, mais c'est le moment de s'entraider. Il y a un junkie en descente qui s'endort sur le banc après nous avoir cassé les oreilles, les flics finissent par l'évacuer. La plupart ont entre vingt et trente. Un jeune gars explique que le racisme se trompe de cible. Un autre lui répond que la seule option politique crédible vient de la droite populiste. Le racisme est le plus souvent évité dans les discussions. Il est clair que la cohésion du groupe volerait en éclat si on se mettait à en parler ouvertement. Un type se démarque en criant « Mort aux juifs » aux policiers derrière la porte. Peu de gens réagissent, son cri est repris par au moins une voix et d'autres désapprouvent. « J'adore provoquer » répond-il quand on lui demande pourquoi ces cris et pourquoi les croix gammées sur les murs. Le nazillon est court sur pattes et porte un gros ventre sous une tête chevelue à lunettes. « À sa tête j'aurais dit que c'était un intello celui-là » j'entend dire pendant qu'il tape des coups de chaussures de sécurité dans la porte métallique. Son acharnement amuse les autres qui l'encouragent, mais la porte ne bronche pas. Alors il change de cible et s'attaque à un pissoir. On dit qu'il a été arrêté avec un marteau dans son sac. Le pissoir montre des signes de faiblesse qui incitent les autres à contribuer à l'œuvre de destruction. Arracher un pissoir en inox demande une certaine dose de force, de patience et de dextérité. Quelqu'un indique au facho à lunettes par quel angle porter ses coups. Difficile de dire combien de temps il est resté à donner des coups de pied dans la cuvette, mais en l'absence de toute forme de distraction, l'arrachage du pissoir est devenu une attraction appréciable. Tout le monde ne contribue pas mais un petit groupe d'enthousiastes s'y consacre à cœur joie. Une fente finit par apparaître entre le métal et le mur, le nazi en surpoids tire dessus de toutes ses forces et se coupe la main au passage. L'urinoir se décolle un peu plus, on dirait une dent qui souffre et qu'on attache à une porte que quelqu'un doit ouvrir. Un mec donne le coup de grâce en sautant à pieds joints sur le rebord. Victoire. L'épave bruyante répand son urine sur le sol

96.sla Page : 10 Date : lun. janv. 21 2019

Un jour en garde à vue avec les gilets jaunes

pendant que s'improvise une partie de foot-pissoir. Le petit nazi triomphe. Je lui demande, si possible, d'épargner le second, en soulignant l'intérêt pratique de l'ustensile.

NO BORDER

Les murs sont couverts de graffitis gravés dans le plâtre. Tous font référence à des causes gaucho ou anar, montrant le type de manifestants qu'on enferme en général. Un grand « No border » recouvre la moitié de la longueur du mur latéral, mais je suis peut-être le seul de la cellule à comprendre le sens de l'expression et son importance pour le mouvement d'aide aux réfugiés. Le nazi urinophobe grave une croix gammée juste à côté puis cherche à améliorer le contour intérieur du «D» de « No Border ». Je préfère ne pas lui faire la traduction.

Amertume

« J'en reviens pas qu'ils m'aient **enfermé avec le gamin**. » Un quarantenaire fringant avec son fils de seize ans. Le père est ouvrier, peut-être intérimaire. Il est venu avec l'aîné de ses enfants. Le fils tient la tête haute et se tait pendant que son vieux m'explique pourquoi ils sont là. « J'ai rien contre les syndicats, mais ça sert à rien les manifs autorisées. Quand ils ont liquidé la société, les délégués étaient au courant des semaines avant tout le monde. Ils m'ont dit de me calmer, je leur ai dit de me donner mon argent et mon C4 et de fermer leur gueule. Ils ont fermé leur gueule, mais j'ai pas eu mon argent. » La discussion dérive vers les questions de l'origine sociale et de la famille. La sienne est **venue d'Italie** après la deuxième guerre **pour travailler pour une société qui avait fait fortune sous l'occupation**. Il me parle d'un camp de travail forcé. « C'est là qu'on amenait les juifs et les autres, puis quand ils ne savaient plus travailler, on les envoyait à Auschwitz. » Sans moyen de noter le nom du camp, je n'ai pas pu vérifier son récit. Il affirme avoir cherché à obtenir des archives officielles sur la création de l'entreprise (une carrière peut-être ?), mais il s'est heurté à un refus de l'administration communale. Il n'a jamais entendu parlé de la CADA, la Commission d'Accès au Documents Administratifs. « Et maintenant je suis ici avec le grand. Qu'est-ce que ça va lui mettre en tête ? Qu'est-ce que je dois lui dire ? »

Quel choix ?

L'ennui a repris le dessus après l'arrachage du pissoir. Les gilets hurlent des insultes à répétition dès qu'ils voient passer un uniforme de l'autre côté des barreaux. Ils crient pour des cigarettes, du chauffage, de la nourriture. On s'évertue à donner des coups de pieds dans la porte pour l'ouvrir. « Si jamais ils l'ouvrent, je parie qu'aucun d'entre eux ne voudra sortir. Il n'y a que des flics avec des armes de l'autre côté. » Celui-ci n'a pas encore trente ans. Fils de friturier, il voudrait bien quitter le pays et changer de continent mais sa famille le retient. « Je ne connais rien d'autre. » On se dit vite qu'on a toujours le choix. C'est ce que je me répète quand je pense à ma condition de prof d'anglais freelance, de formateur ubérisé. Le fils du friturier ici, ou bien celui-là, le Russe fan de Poutine qui sert des cocktails dans un hôtel quatre étoiles, ils n'ont pas l'impression d'avoir choisi quoique ce soit.

Négociations

Désormais, les gilets sont répartis en deux groupes distincts. La majorité est agglutinée aux barreaux de la porte et répète inlassablement les mêmes injures tout en suppliant qu'on nous laisse sortir. L'autre partie tourne en rond selon une chorégraphie définie par l'usage et les affinités. Ils sont cinq environ à circuler les uns autour des autres, croisant leur pas en faisant avancer et reculer des bouteilles vides. Quelqu'un a poussé le pissoir dans un coin. Un flic nous dit qu'on sortira si on reste calme pendant une heure. Il n'en faut pas tant pour raviver les injures et les coups de pieds dans la porte. Mais certains commencent à chercher à calmer les autres. Un autre flic nous dit de faire silence pendant dix minutes. Cette fois les gilets sont mûrs, ils se taisent tous, collés aux barreaux. Il ne reste plus que le friturier et moi à bavarder, les autres veulent nous faire taire. On nous fait sortir en nous rendant nos affaires vers vingt-et-une heure, puis on nous dépose à la gare d'Etterbeek.

La révolution ou la mort

Je n'ai jamais autant entendu parler de révolution. Enfin si, les gauchos en parlent tout le temps, mais je n'ai jamais vu des gens autant en parler et la faire, tout ça en même temps. Le souvenir de la révolution française est éminemment présent chez les gilets. Il y a chez eux une **profonde sincérité** mêlée d'inexpérience et d'urgence d'agir, qui résulte en la **conviction intime de la justesse de leur cause** et la foi inébranlable de la réussite de leur action. Du reste, si ça ne marchait pas, pour beaucoup c'est la dernière carte. Ils n'ont pas de meilleure idée pour se sauver eux-mêmes de la défaite et de la misère.

96.sla Page : 11 Date : lun. janv. 21 2019

L'AGENDA D'ATTAC LIÈGE

https://liege.attac.org/agenda/

Samedi 9 février, 10-13
Cycle capitalisme et démocratie
Exposé de Julien Dohet, La montée de l'extrême-droite, historique
Cercle Leonardo Da Vinci, rue Cockerill, 4100 Seraing

Mardi 12 février, 19h30*
Ciné-débat Chomsky & Cie
Vendredi 15 février, 10 h.*
Réunion d'évaluation sur le groupe de lecture

Mardi 19 février, 19h.
Conférence-débat avec Jean-Marie Harribey
(ATTAC-France, économiste, Univ. de Bordeaux)
'Social et écologie : contradictoires ?'
+ mini-concert 'C'est des canailles'
Salle académique, ULiège

Mardi 26 février, 19h30*
Repair'café de l'économie : Les circuits économiques

Jeudi 28 février, 19h30*
Vernissage de l'exposition permanente '*Notre monde à changer*'

Lundi 4 mars, 19h30*
Réunion de préparation

Jeudi 7 mars, 19h.
Conférence organisée avec le Mpoc
Michel Weber sur le transhumanisme
U. Liège, salle Lumière

Vendredi 8 mars, 19h30*
Dans le cadre de la journée internationale du droit des femmes
Projection du film d'Amandine Gay, *Ouvrir la voix*,
un documentaire sur les femmes noires en relation avec l'histoire coloniale
Débat avec une Liégeoise d'origine africaine

Samedi 9 mars, 10-13
Cycle capitalisme et démocratie
Exposé de Julien Dohet, *L'extrême-droite aujourd'hui*
Cercle Leonardo Da Vinci, rue Cockerill, 4100 Seraing

Mardi 12 mars, 19h30*
Projection du documentaire de Daniel Lambo *Le souffle volé* (Ademloos)
sur les victimes de l'amiante

Vendredi 15 mars, 10h.*
Réunion d'évaluation des ciné-débats

Mardi 19 mars, 19h30*
Repair'café de l'économie : Les impôts, pour quoi faire ? (jeu de simulation)

Dimanche 24 mars, 14 h.
Manifestation anti-raciste

21-31 mars Nourrir Liège

Lundi 25 mars, 19h30*
Projection du documentaire de Luc Dechamps *Ici, la Terre. Écouter la nature, agir pour le futur*
et intervention de Jean-Cédric Jacmart, formateur & designer en permaculture

Mardi 26 mars, 17h30 -22h30 (lieu à confirmer)
Apéro politique: interpellation avec CNCD de CDH, DEFI, ECOLO, MR, PS, PTB sur 6 thèmes
dont Justice Fiscale et Commerce international

Lundi 1er avril, 19h30*
Réunion de préparation

Samedi 6 avril, 10-13
Cycle capitalisme et démocratie
Exposé de Bernard Legros, *Démocratie et transhumanisme*
Cercle Leonardo Da Vinci, rue Cockerill, 4100 Seraing

Mardi 16 avril, 19h30*
Repair'café de l'économie : *Les impôts: À quoi servent-ils? Qui les paie?*
Une autre fiscalité est possible!

Jeudi 18 avril, 10h.*
Réunion d'évaluation Répair'café

Mardi 23 avril, 19h30*
Première de trois séances pour comprendre les enjeux des élections

Mercredi 1er mai, 11 à 17h.
Animation place Saint Paul

Samedi 11 mai, 10-13
Cycle capitalisme et démocratie
Exposé de Marco Martiniello, *Démocratie et migrations*
Cercle Leonardo Da Vinci, rue Cockerill, 4100 Seraing

Samedi 11 mai, 19h30*
Vernissage de l'exposition *Je suis humain*
Nuit Blanche contre listes noires

Mardi 14 mai, 20h.
Intervention possible de Susan George
dans le cadre du Festival de résistance
Centre culturel de Dison

Mercredi 15 mai, 19h30*
Assemblée générale statutaire

Un journaliste demande à David Van Reybrouck ce qu'il pense de la démocratie au sein de l'Union européenne. « Ah, hum, ça me rappelle Gandhi à qui on demandait ce qu'il pensait de la civilisation occidentale. '*Voilà qui serait une bonne idée !*'»

SOMMAIRE

Édito	p. 2
La grande captation	p.3
Les Big Four	P.4
Inégalités	p.5
Gilets jaunes, autruche et salaire	p.6
En garde à vue avec les Gilets jaunes	p.8
Agenda	p. 12

Imprimerie AzPrint scfs à Liège — Réalisé sous Scribus, logiciel libre / Thierry Wesel / Avec le soutien de la Fédération Wallonie Bruxelles

FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES

Centre liégeois du Beau-Mur, rue du Beau-Mur 48, Liège